

Communiqué de presse

Les pompiers francophones et germanophones sont de plus en plus mécontents du sort qui est réservé à la réforme de la sécurité civile ainsi qu'à d'autres projets auxquels ils attachent une importance fondamentale. Ils se réunissent ce vendredi 27 novembre 2009 à 18 h en assemblée générale à la caserne des pompiers d'Eghezée pour faire le bilan de l'exécution de la loi du 15 mai 2007 sur la sécurité civile.

Ils déplorent l'immobilisme du canevas administratif mis en place il y a deux ans par le SPF Intérieur pour exécuter la réforme et le non respect des plannings successifs qui leur ont été soumis. Ils constatent en effet l'absence de toute mesure significative d'exécution de la loi.

Ils dénoncent le manque de considération dont ils sont l'objet: le SPF Intérieur n'a pratiquement jamais tenu compte des idées, des propositions, des recommandations qu'ils ont formulées dans les nombreux groupes de travail auxquels ils ont participé. C'est pourquoi, tout comme leurs collègues néerlandophones, ils ont décidé de cesser toute collaboration avec le SPF Intérieur.

Ils s'inquiètent de l'utilisation de la provision de 10 millions d'euros prévue en 2009 pour appuyer la mise en place des zones.

Ils constatent que la contribution promise par le fédéral, dont les assurances, pour financer la réforme va en s'amenuisant et se demandent quand l'équilibre 50/50, prévu par la loi entre les dépenses communales et les dépenses fédérales, sera atteint.

Ils exigent dans les plus brefs délais:

- **Un statut administratif et pécuniaire, la révision de toute la formation depuis le grade de pompier jusqu'à la fonction de commandant de zone, l'organisation de formations pratiques pour les stagiaires pompiers et d'une formation pratique continue pour l'ensemble du personnel des services d'incendie, la mise en place d'un système homogène de recueil de statistiques et la mise à disposition de l'intégralité des crédits votés par le Parlement au profit de la sécurité civile.**
- **Le rétablissement de la Direction Générale de la Sécurité Civile telle qu'elle existait avant son démantèlement.**

Un calendrier réaliste des mesures d'exécution de la loi et des solutions rapides au problème de manque de personnel professionnel et à la vétusté des casernes.

Ils demandent que soient explorées toutes les pistes alternatives de financement des mesures à prendre pour améliorer l'organisation et le fonctionnement des services d'incendie.

Les pompiers discuteront ce soir des actions qu'ils mèneront en vue d'appuyer leurs revendications.